

## **1 - Comment expliquez-vous le retour des pays du Sud sur le devant de la scène mondiale?**

Il faut revenir un peu en arrière. Le capitalisme existant est impérialiste par nature. Il polarise et oppose des sociétés opulentes d'un côté et dominées de l'autre. Entre les deux, des relations totalement asymétriques qui obligent les secondes à tenter de s'ajuster, sans que jamais elles ne puissent devenir à leur tour opulentes. Au XXe siècle, le centre de gravité de la transformation du monde s'est déplacé vers la périphérie, avec notamment les événements en Russie en 1905 et en Chine en 1911 qui annoncent les révolutions à venir en 1917 et 1949. Ce XXe siècle des révolutions a notamment conduit à la conférence de Bandoeng en Indonésie en avril 1955. Ce qui n'est pas un événement de moindre importance... On a assisté alors à des transformations sociales dans certains pays, certes limitées mais néanmoins importantes. Cette première vague s'est cependant essouffée et, comme c'est toujours le cas dans ces situations, cela a offert à ses adversaires la possibilité de lancer une contre-offensive: c'est le néolibéralisme des années 70-80-90. Avec à nouveau une soumission des périphéries, y compris en Europe de l'Est. C'est cette remise sous tutelle qui n'est pas acceptée et qui a déclenché des luttes, quasiment toutes situées au Sud de la planète. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est l'amorce d'une seconde vague que j'appellerai celle de l'éveil ou du réveil du Sud.

## **2 - Cet éveil, très dynamique au plan économique - cf.les BRIC, semble beaucoup plus timoré au plan politique. Partagez-vous l'idée selon laquelle les pays dits émergents ne sont pas aujourd'hui porteurs d'alternatives politiques et comment l'expliquez-vous ?**

Je pense que les pays émergents sont tous en conflit, d'une manière ou d'une autre, avec l'expansion du capitalisme. Mais tous ne sont pas au même niveau. Certains ont avancé plus vite que d'autres et sont en capacité de ne pas se soumettre totalement à la mondialisation néolibérale et peuvent la contraindre un peu à s'adapter à eux. Le pays qui dispose du projet le plus abouti est la Chine, bien sûr. Avec des volets industriels, agricoles, culturels, etc., ce que j'appelle un projet souverain, complet et articulé. La Chine ne s'est pas ouverte aux capitaux étrangers en leur disant: "venez et faites ce que vous voulez ici". Elle les a inscrit dans son projet souverain. C'est la différence avec de nombreux pays du Sud, en Afrique notamment qui ont ouvert leurs portes en disant aux capitaux étrangers: "venez pour nous développer", ce qui n'a évidemment pas eu lieu. La Chine n'est plus socialiste et la façon dont s'y déroule la démocratisation n'est pas forcément satisfaisante mais l'émergence chinoise est un succès qui lui donne une grande stabilité. Ce succès est avant tout dû au fait que les bénéficiaires de cette émergence constituent, certes non pas la totalité de la population mais quand même sa majorité écrasante.

En fait aujourd'hui, le projet politique des émergents se caractérise par une hésitation fondamentale: faut-il simplement s'inscrire dans le capitalisme financiarisé et mondialisé en contraignant la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) à s'ajuster un peu aux attentes des nouveaux venus?; ou alors aller plus loin, sur la route du socialisme, en renforçant des blocs alternatifs?

## **3 - Quelles sont les conditions pour passer de l'une à l'autre de ces options?**

Elles sont internes et externes. En interne, tout d'abord, c'est toujours le même défi du rapport entre l'unité d'action et la diversité des composantes du mouvement qui doit être relevé. Les

mouvements en lutte sont composés d'éléments variés, qui n'ont pas nécessairement les mêmes intérêts de classe. Il faut reconnaître cette réalité comme quelque chose d'avéré, de solide et la dépasser en s'unissant. C'est la condition *sine qua none* pour avancer. Les mouvements populaires égyptiens sont parvenus à faire tomber deux dictateurs successivement mais ils ont été incapables de s'unir pour aller plus loin. En externe, ensuite. Il s'agit de mettre en déroute la stratégie militaire des Etats-Unis et de leurs alliés. Evidemment, le rapport de force reste extrêmement défavorable et il y a tout à craindre de la folie d'une puissance militaire sur le déclin comme celle des Etats-Unis. C'est un danger mais à bien y regarder, ils sont eux-mêmes hésitants. Leur stratégie n'a pas été couronnée de succès ces dernières années. En Irak et en Afghanistan, ils ne sont pas parvenus à construire des légitimités subalternes. Ils n'ont su créer que le chaos.

#### **4 - Quel lien établissez-vous entre les Indignados européens, les révolutions arabes et les mouvements de contestation survenus au printemps dernier en Turquie et au Brésil ? Y'a-t-il aujourd'hui des revendications unificatrices à l'échelle planétaire?**

Le lien entre tous ces mouvements est d'abord la sénilité du capitalisme financiarisé et des monopoles. Sénile parce qu'il ne parvient plus à faire les concessions qui permettent de donner une légitimité à son pouvoir. On a assisté au remplacement d'une classe bourgeoise qui avait sa légitimité par des agents d'exécution du capitalisme abstrait, celui de la Bourse, qui ne sont plus les propriétaires du capital mais ses gérants. Cela a pour conséquence, entre autre, la croissance des inégalités et cela s'observe partout y compris au coeur même du système, dans ses pays les plus fragiles comme l'Espagne, le Portugal, la Grèce...

Les problèmes sont planétaires mais la transformation du monde commencera aux échelles locales et nationales. Cela changera par le bas. De ce point de vue, les solidarités observées entre ces différents mouvements sont très sympathiques et de bonne augure parce qu'elles annoncent le renouveau d'une pensée internationaliste, la sortie de l'individualisme.

#### **5 - L'une des conditions pour que le XXIe siècle soit celui des pays du Sud n'est-elle pas que les émergents pensent aussi les enjeux écologiques?**

Le socialisme de demain sera solaire ou ne sera pas. La société postcapitaliste, pour aller vers un stade supérieur, doit intégralement intégrer l'écologie. On est là sur du très long terme mais ça commence aujourd'hui. Malheureusement les formations politiques qui se font les porteurs des enjeux écologiques ne s'intègrent pas encore dans la contestation du capitalisme, c'est pourtant une nécessité. Au-delà, pour que le XXIe siècle soit celui des pays du Sud, il faut que cette deuxième vague de lutte s'accompagne d'un mouvement vers le socialisme dans les autres pays développés.

Propos recueillis par Emmanuel Riondé